

Sakozy a pris une responsabilité terrible, interview de Cambadélis au Monde 27 août

" Sarkozy a pris une responsabilité terrible "



Pour Jean-Christophe Cambadélis, la stratégie de l'ex-président constitue une " menace " pour le pays

T Jean-Christophe Cambadélis, fait sa rentrée à la veille du séminaire de travail de la direction du parti, ce week-end à Paris, et avant le meeting de la majorité, lundi 29 août à Colomiers (Haute-Garonne). Avec une cible principale dans son viseur politique : l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy.



Quelle est votre position sur la polémique autour du " burkini " ?

Il faut raison garder. Tout le monde est d'accord pour dire que l'émancipation de la femme ne peut être remise en cause par une religion et pour refuser de mettre le religieux au-dessus de la citoyenneté. Alors, où est le problème avec le burkini ? S'il y a trouble à l'ordre public, les arrêtés municipaux sont là et doivent être -appliqués avec discernement, comme l'a dit le premier ministre. Mais s'il n'y a pas de trouble, ce sont les arrêtés qui troublent l'ordre public. Soit le burkini est une provocation d'une minorité et il ne faut pas tomber dans le piège, soit ce n'en est pas une et il ne faut pas construire un piège pour la République. La République doit être bienveillante avec nos compatriotes de culture ou de religion musulmane, mais ceux-ci doivent être eux aussi bienveillants avec la laïcité.

A titre personnel, les photos d'une femme musulmane -voilée contrôlée par la police sur une plage de Nice vous ont-elles choqué ?

J'ai d'abord pensé que se présenter de cette façon sur la plage de Nice, quelques semaines après ce qu'il s'est passé le 14 juillet, risquait de poser des problèmes. Mais, derrière cela, la décision de trente municipalités de reproduire cet arrêté d'interdiction du burkini est une récupération politique. J'observe le paradoxe : ce ne sont pas des municipalités Front national qui le font, mais des maires du parti Les Républicains.

Quelle est, selon vous, cette récupération politique ?

C'est celle décrite par Nicolas Sarkozy dans son livre. Ce livre est un tournant dans notre histoire. Au-delà de la restauration sarkozyste, il s'agit d'un programme commun entre la droite décomplexée et l'extrême droite, recentré autour d'un projet de société autoritaire et inégalitaire. Sarkozy a imposé à l'ensemble de la droite son calendrier,

ses propositions, son terrain politique. Tous les autres candidats doivent se positionner par rapport à l'axe qu'il a défini, qui est de rompre les amarres pour aller le plus loin possible à droite.

C'est une menace considérable pour le pays. Sarkozy incarne le centre de gravité du bloc réactionnaire, il les a tous ficelés ! Soit il l'emporte en novembre, et il appliquera son programme d'affrontements vis-à-vis de l'islam, des syndicats, du modèle social, et même de la République. Soit il perd la primaire, mais Alain Juppé sera prisonnier de ce programme, il sera loin de l'identité heureuse ! Nicolas Sarkozy a pris une responsabilité terrible devant la France. Il avait abaissé la frontière entre droite et extrême droite avec son discours de Grenoble en 2010, il leur propose aujourd'hui une nouvelle frontière.

Comment la gauche doit-elle répondre et éviter que la présidentielle ne tourne qu'autour des thèmes identitaires ?

Nicolas Sarkozy et ceux des leaders de droite qui ont été parmi les plus violents après l'attentat de Nice sont à la baisse dans les sondages. Les Français veulent de la fermeté, mais sans perdre leur âme. Nicolas Sarkozy propose un troc : moins de libertés pour plus de sécurité. Indépendamment du fait que cela ne fonctionnera pas, la France est un pays de libertés, mais de libertés ordonnées. Elle a tous les moyens pour les faire respecter.

C'est le discours de précampagne que doit tenir la majorité, notamment lundi 29 août lors du rassemblement à Colomiers (Haute-Garonne) ?

Je plaide pour cela depuis plusieurs semaines, car je suis inquiet de voir comment l'électoratisme a envahi la droite classique et comment celle-ci ne tire pas les leçons de ses propres erreurs. Plus elle va à droite, plus le FN monte.

Un discours rationnel sur l'état de droit pourra-t-il être audible dans la tension de la campagne présidentielle ?

Je fais confiance à l'intelligence des Français et non à leurs réflexes. Pour l'instant, ultra-majoritairement, ils sont pour le maintien de l'état de droit, malgré le discours tonitruant et médiatiquement bien portant de ses adversaires. Mais la gauche, dans la présidentielle, doit être attentive. Elle doit bien sûr porter son bilan, qui est contrasté mais positif. Au moment où la croissance redémarre et où le chômage baisse, il serait paradoxal de ne pas souligner que nous avons redressé le pays, malgré l'ardoise que nous avait laissée la droite en 2012. Mais plaider pour le redressement n'est pas suffisant. Il faut expliquer pourquoi donner un nouveau quinquennat à la gauche. La réponse est qu'après avoir redressé il faut progresser et protéger.

Cela peut-il suffire pour contrer le discours de la droite ?

Le programme de Nicolas Sarkozy et de la droite est ahurissant, en termes de dépense publique, de remise en cause des acquis sociaux. Il est même provocateur : mettre dans un texte qu'on va revenir totalement sur la hiérarchie des normes, alors qu'on sort de neuf semaines de grèves pour une exception sur ce sujet, cela veut dire que dès que le programme sera mis en application il y aura des millions de gens dans la rue, y compris la CFDT. Et tout est comme ça : 300 000 fonctionnaires de moins, l'attaque contre les régimes spéciaux... C'est à la fois peu réaliste et ahurissant.

Cela veut-il dire que la gauche, lors de la campagne, doit s'adresser à son seul électorat ou aller au-delà ?

Vieux débat ! Nous devons commencer par nous adresser aux nôtres. Ensuite, il faut parler à l'ensemble de la gauche, en leur disant : " Ne vous trompez pas de colère. " L'enjeu de la présidentielle n'est pas de punir une gauche qui a fait ou de punir une gauche qui a refusé de faire. Ni de juger un bilan, même s'il est bon. L'objectif, c'est de ne pas laisser la droite et l'extrême droite face à face, parce que sinon elles termineront au coude à coude. Le candidat

de la gauche devra donc s'adresser à l'ensemble du camp républicain.

Compte tenu de cette radicalisation imposée par M. Sarkozy, laisser la gauche se diviser lors de la primaire est-il opportun ?

Cette primaire doit être celle du débat, mais aussi de l'unité. Elle permet de sélectionner celui ou celle qui sera le mieux à même de porter les principes républicains et d'être crédible dans le combat contre la droite. Sans elle, c'était la multiplication des candidatures, et il y en a déjà trop. Cette primaire met un garrot sur l'hémorragie de candidatures. Parce qu'à la fin tout le monde devra se retrouver -derrière le gagnant.

propos recueillis par Bastien Bonnefous, Cédric Pietralunga et David Revault d'Allonnes